

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre
Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée
israélienne et fermant les oreilles aux autres sources.

Journal de Palestine

N° 616 du 28.10.12

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyer pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) sur le site de Eva Resis : <http://no-war.over-blog.com/>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Tiré à part

J'étais au "Grand Journal" de Canal Plus : mon t-shirt Palestine, trop gênant ?

Lundi, le journaliste indépendant Nadir Dendoune était invité au "Grand Journal" de Canal Plus, pour parler de [son ascension de l'Everest](#). Il portait sa tenue du jour : jean et t-shirt siglé "Palestine". Quelle ne fut pas sa surprise de constater le malaise que cela a produit. [Malaise auquel a par la suite répondu le rédacteur en chef du Grand Journal](#).

C'est l'histoire d'une chaîne subversive. Tellement subversive qu'elle fut la première à avoir diffusé des films pornos. Une chaîne, briseuse de tabous, où tout est permis, où les animateurs débarquent sur les plateaux télé en jeans et en t-shirts, parfois même en tongs. Une chaîne qui invite à peu près tout le monde. A juste titre et toujours au nom de la liberté d'expression. Une liberté d'expression qui a tout de même ses limites dès qu'on prononce, qu'on chuchote même, le mot Palestine.

"Tenez, mettez cette veste"

Nous sommes lundi et je suis invité au "Grand Journal" de Canal Plus, une première et sans doute la dernière fois que j'y mets les pieds... Je suis invité pour parler [de la mort de ses six Français disparus](#) sur les pentes du Manaslu, huitième plus haut sommet du monde. J'ai été prévenu le jour même.

Dès le début, je sens la tension. Il y a les habitués de l'émission : Jean-Michel Apathie, assis à ma gauche avec lequel je discute avant que le show ne débute, Michel Denisot, un peu plus loin. Daphné Bürki est en face de moi et elle me salue avec gentillesse. A sa gauche, le directeur du club alpin. Jean-François Copé se tient droit en face, légèrement sur ma gauche. Pas de sourire : son regard est froid. L'émission commence. Je dois intervenir dans la deuxième partie de l'émission. Une fois la publicité lancée, deux assistants se ruent à mes côtés paniqués. La première : "Tenez, mettez cette veste". Une fois

la veste sur moi, son collègue se rend compte : "Ça ne sert à rien, on verra toujours le t-shirt. En plus, ça ne sera pas raccord avec le début de l'émission". Ils repartent en stress.

Jean-Michel Apathie ne comprend pas. Jean-François Copé ressemble à quelqu'un qui vient de sortir d'un enterrement. Le show reprend.

C'est en regardant le replay de l'émission que je me rends compte que pendant toute mon intervention, les cadreur, donc le réalisateur, n'ont proposé que des plans serrés sur moi, donc sans possibilité d'apercevoir le t-shirt en entier, ce qui ne fut pas le cas pour les autres invités, qui ont aussi été filmés en plan large.

Un t-shirt Palestine, comme on porte un t-shirt "I love New-York"

Surtout ne pas montrer le fameux t-shirt, que je porte pourtant depuis ce matin. Issu de ma garde robe habituelle, sans jamais penser que ceci aurait pu être un problème, même s'il est de notoriété publique que j'ai une sympathie pour le peuple palestinien (ce qui explique que j'ai pléthore de t-shirts achetés lors de mes voyages en Palestine).

Un t-shirt avec écrit dessus le mot Palestine, pas un T-shirt appelant au "terrorisme". Un t-shirt Palestine, comme on porte un t-shirt "I love New-York", Rome ou Paris. Même pas un t-shirt Nike ou Adidas. Même pas un t-shirt "free Palestine", ou "Boycott Israël". Juste un t-shirt noir avec écrit dessus le mot Palestine...

Que se passe-t-il chez Canal Plus ? Pourquoi une telle crainte ? D'où vient cette gêne ? Comment en est-on arrivé là ? Voilà une semaine qu'on nous bassine avec la liberté d'expression et là un petit t-shirt siglé Palestine met le feu à la chaîne la plus "subversive" du Paf français. C'est à mourir de rire. J'en ris encore ?

<http://leplus.nouvelobs.com/contribution/632925-j-etais-au-grand-journal-de-canal-plus-mon-t-shirt-palestine-trop-genant.html>

5 Médias/Vidéos

Gaza : Une ex-soldate israélienne raconte

Vidéo à visionner en cliquant sur ce lien

http://www.youtube.com/watch?v=kWMi1YTuJs&feature=player_embedded#!

Portes sur la mer Les pêcheurs de Gaza assiégés

Cela fait 65 ans que cela dure ...

Vidéo à visionner en cliquant sur ce lien

<http://www.youtube.com/watch?v=rglWHqV-WVA&feature=plcp>

Palestine : Je suis Palestinien !

Vidéo à visionner en cliquant sur ce lien

<http://www.youtube.com/watch?v=rzzLxyfeyVA&feature=related>

Colonisation

[Jérusalem-Est: Israël approuve 800 nouveaux logements dans la colonie de Gilo](#)

Le ministère israélien de l'Intérieur a donné jeudi son feu vert final pour la construction de 800 nouveaux logements dans le quartier de colonisation de Gilo à Jérusalem-Est annexée, a-t-on appris auprès de l'ONG israélienne La Paix Maintenant.

"Cela veut dire que maintenant un appel d'offres peut être lancé pour commencer à construire 800 logements à l'ouest de Gilo", a déclaré à l'AFP Hagit Ofran, une porte-parole du mouvement anti-colonisation La Paix Maintenant.

Ces appels d'offres seront probablement publiés dans les prochains mois.

Le quartier de colonisation de Gilo se trouve à proximité de la ville palestinienne de Bethléem, en Cisjordanie.

Il est situé à Jérusalem-Est, le secteur à majorité arabe de la Ville sainte, occupé et annexé par Israël depuis juin 1967.

Aux yeux de la communauté internationale, cette annexion est illégale, de même que toutes les colonies israéliennes dans les Territoires palestiniens occupés, qu'elles aient ou non été autorisées par le gouvernement israélien.

Selon les médias israéliens, le Premier ministre de droite Benjamin Netanyahu, qui s'apprête à disputer des élections législatives anticipées en janvier, veut adopter un rapport juridique légalisant les colonies sauvages et levant les obstacles juridiques à l'extension des autres implantations en Cisjordanie. Plus de 340.000 Israéliens habitent dans des colonies en Cisjordanie occupée, et plus de 200.000 autres dans une douzaine de quartiers érigés à Jérusalem-Est.

Quelque 270.000 Palestiniens vivent à Jérusalem-Est, dont ils veulent faire la capitale de leur futur Etat. http://www.lorientlejour.com/category/Derni%C3%A8res+Infos/article/783346/Jerusalem-Est%3A_Israel_approuve_800_nouveaux_logements_dans_la_colonie_de_Gilo.html

Cisjordanie : Netanyahu veut adopter un rapport légalisant la colonisation

Le premier ministre israélien Benjamin Netanyahu veut adopter un rapport légalisant les colonies sauvages et levant les obstacles juridiques à l'extension des autres implantations en Cisjordanie, a indiqué mercredi la radio publique.

Le premier ministre a l'intention de faire adopter certains des principes contenus dans le rapport rédigé par trois juristes dont l'ancien juge à la Cour suprême Edmund Lévy et présenté début juillet, a ajouté la radio. Ce rapport estime qu'Israël n'est pas une "puissance militaire occupante" et que le droit international n'interdit pas la création et l'extension des colonies.

La radio n'a pas donné de date sur l'adoption de ce texte dénoncé par les Palestiniens et l'opposition de gauche israélienne, tout en estimant que M. Netanyahu devrait demander au gouvernement de le voter avant les élections anticipées du 22 janvier.

Interrogé par la radio, le ministre des Transports Israël Katz, un proche de M. Netanyahu se félicite de la "décision prévue du gouvernement d'adopter ce rapport". Selon lui, une telle mesure constituerait "un message affirmant clairement le droit des juifs de s'installer en Judée-Samarie et de vivre normalement comme tous les autres Israéliens".

M. Katz a assuré que l'adoption du rapport ne constituait pas une annexion de la Cisjordanie. "Personne n'a l'intention d'annexer la population palestinienne", a-t-il ajouté.

Visées électoralistes

Selon la radio publique, M. Netanyahu a ces derniers mois mis de côté ce rapport de crainte d'une levée de boucliers de la communauté internationale. Mais à l'approche des élections, en vue notamment d'obtenir le soutien des durs du Likoud son parti et des colons, le premier ministre est désormais disposé à adopter les "dispositions concrètes" du rapport, a ajouté la radio.

Le rapport Lévy préconise la légalisation de la plupart des centaines de colonies sauvages disséminées en Cisjordanie et affirme que les juifs ont "le droit de s'installer partout en Cisjordanie, notamment dans les secteurs restés sous contrôle d'Israël en vertu d'accords signés avec l'Autorité palestinienne". (ATS) <http://www.algerie1.com/flash-dactu/cisjordanie-netanyahu-veut-adopter-un-rapport-legalisant-la-colonisation/>

Usa (le parrain)

Jeudi 25 octobre 2012 425/10/Oct/201207:26

Israël dans l'élection présidentielle étasunienne

Recherche et synthèse : Xavière Jardez

Blanc bonnet - bonnet blanc (*suite*)... Le 22 octobre dernier, lors de leur dernier débat télévisé, Barack Obama et Mitt Romney se sont livrés à une surenchère électorale en faveur d'Israël, dont le nom a été prononcé à 34 reprises, selon le quotidien israélien *Haaretz*.

Lorsqu'il est question d'Israël et de la Palestine, seule la terminologie différencie les Démocrates des Républicains. Aperçu de leur programme:

Valeurs communes

Parti Démocrate :

Les Etats-Unis et Israël « partagent des valeurs communes ».

Parti Républicain :

Les Etats-Unis et Israël « ont le même langage de liberté et de justice ».

Espace vital

Parti Démocrate :

« *Un Israël fort et sûr est vital pour les Etats-Unis* ».

Parti Républicain :

« *La sécurité d'Israël est dans l'intérêt vital pour la sécurité nationale des Etats-Unis* ».

Supériorité militaire

Parti Démocrate :

« *S'assurer de la supériorité militaire qualitative d'Israël.*

Parti Républicain :

« *S'assurer que (Israël) garde une supériorité qualitative en technologie militaire* ».

Deux Etats

Parti Démocrate :

« *Rechercher la paix entre les Israéliens et les Palestiniens...pour aboutir à deux Etats pour deux peuples* ».

Parti Républicain :

« *Nous envisageons deux Etats démocratiques* ».

Palestiniens

Parti Démocrate :

Les Palestiniens doivent « *reconnaître le droit à l'existence d'Israël, rejeter la violence et adhérer aux accords existants* ».

Parti Républicain :

« *Le peuple palestinien doit soutenir des dirigeants qui rejettent la terreur, épousent les institutions et l'éthique de la démocratie et respectent la règle du droit* ».

Traités de paix

Parti Démocrate :

« *Nous continuerons d'apporter notre soutien aux traités de paix d'Israël avec l'Egypte et la Jordanie* ».

Parti Républicain :

« *Nous demandons au nouveau gouvernement d'Egypte de respecter le traité de paix avec Israël* ».

Rôle des gouvernements arabes

Parti Démocrate :

« *Le Président Obama continuera à convaincre les Etats arabes de se rapprocher d'Israël* ».

Parti Républicain :

« *Nous demandons aux gouvernements arabes de la région de nous aider à faire avancer le l'objectif (de la paix)* ».

Jérusalem

Parti Démocrate :

« *Jérusalem est et restera la capitale d'Israël... Les parties reconnaissent que le statut de Jérusalem doit faire l'objet de négociations finales* ». Elle doit rester une ville indivisible et accessible aux peuples de toutes les fois.

Parti Républicain :

« *Nous soutenons le droit d'exister d'Israël en tant qu'Etat juif dans des frontières sûres et défendables ; nous envisageons deux Etats démocratiques- Israël avec Jérusalem comme capitale et la Palestine-vivant dans la paix et la sécurité* ».

Parti Démocrate et Parti Républicain

Aucune allusion aux colonies juives

Aucune référence aux violences commises par l'Etat ou des colons israéliens

Aucune allusion à de quelconques injustices commises par Israël

Les programmes des Démocrates et des Républicains semblent avoir été rédigés par l'AIPAC, le lobby américain pro-israélien... Alors qu'en 2008, Jérusalem était mentionnée dans le programme démocrate, elle n'en faisait pas partie en 2012 jusqu'à ce que, le mercredi 5 septembre 2012, un amendement présenté par l'ancien gouverneur de l'Ohio, Ted Strickland l'introduise et que le président de la Convention démocrate Antonio Villaraigosa le mette au vote en appelant à l'adjonction de trois voix pour qu'il passe !

Source : *Washington Report*

Elections américaines :

Le calvaire du peuple palestinien oublié

Chems Eddine Chitour

«Celui qui m'a changé en exilé m'a changé en bombe... Palestine est devenue mille corps mouvants sillonnant les rues du monde, chantant le chant de la mort, car le nouveau Christ, descendu de sa croix, porta bâton et sortit de Palestine.»

Mahmoud Darwish

Les élections américaines approchent à grand pas- moins de 60 jours nous séparent de cet important événement pour les Américains. Chaque camp s'apprête pour le grand soir. L'adoubement d'Obama à la convention démocrate de Charlotte en Caroline du Nord a donné un coup de fouet à la candidature d'Obama dont on dit qu'il devance son adversaire républicain. Trois débats sont prévus dans l'intervalle, chacun s'attaquant aux points faibles de l'autre. On dit que Mitt Romney n'attaquera pas trop tard la mesure concernant la santé,

" l'Obamacare ", car lui-même l'avait mis en place quand il était gouverneur du Massachussets.

Pourtant, le colistier de Romney a promis de détricoter cette avancée qui fait que plusieurs millions d'Américains de condition modeste peuvent se soigner.

Pour la première fois depuis une vingtaine d'années, le problème palestinien qui faisait partie de la politique étrangère américaine des candidats, a disparu de l'écran radar. Est-ce que la paix est revenue? Que les Israéliens et les Palestiniens vivent côte à côte dans deux Etats séparés comme le souhaitaient Obama et avant lui Bush et Clinton? Est-ce que nous avons affaire à un Etat de tous ses citoyens palestiniens et israéliens? Est-ce que le peuple palestinien a disparu? Rien de tout cela! En fait, les deux protagonistes veulent éviter les sujets qui fâchent et qui risquent de leur aliéner le vote juif, notamment celui de l'Aipac sachant qu'il n'y a pas de vote arabe aux Etats-Unis (Musulmans et Chrétiens), bien que plus nombreux, ils sont plus atomisés que jamais. Pendant ce temps-là, le président palestinien Mahmoud Abbas plane. Il fait comme s'il dirigeait un Etat avec toutes ses prérogatives. (1)

Le cas de la colonie Ariel en plein coeur de la Cisjordanie est un exemple type de normalisation rampante. La décision appartient désormais à l'armée israélienne, décisionnaire en Cisjordanie. C'est elle qui se prononcera in fine sur la transformation du collège d'Ariel en établissement universitaire. La banalisation d'une colonie de près de 18.000 habitants fichée au coeur de la partie Nord de la Cisjordanie, que les Israéliens appellent Samarie. L'"Université de centre Samarie", si elle voit le jour, sera un élément supplémentaire de l'occultation d'une réalité en cours également dans les têtes. A mieux y regarder, il manque encore une chose à Ariel: son inclusion au tracé de la "clôture de sécurité" érigée unilatéralement par Israël en Cisjordanie. Une décision lourde de sens puisque l'annexion de facto d'Ariel au territoire israélien signifierait l'échec du projet à l'origine de la colonie: la création d'un continuum territorial jusqu'à la vallée du Jourdain, dans le double objectif de contrôle du nord de la Cisjordanie et d'obstacle à la création d'un éventuel Etat palestinien.

Le minimum syndical de Ban Ki-moon

En fait, la colonisation rampante se normalise. " La justice écrit Gilles Devers, a cela de pratique qu'on peut lui faire dire souvent ce que l'on veut bien entendre. Les opposants israéliens à la colonisation ne juraient jusqu'à présent que par le rapport Sasson, rédigé en 2005, qui concluait à l'illégalité des points de colonisation sauvages, Israël répétant depuis bientôt deux décennies qu'il ne crée plus d'implantations nouvelles en Cisjordanie. A partir des mêmes prémisses (la connivence entre les colons et les autorités israéliennes), un autre rapport, signé par le juriste Edmond Lévy le 10 juillet, est célébré par les Israéliens installés de l'autre côté de la Ligne verte parce qu'il conclut à la légalité de ces points de colonisation, du fait justement des "garanties" données de facto par l'Etat juif à ses habitants. (2)

Ban Ki-moon a prévenu Israël lundi 10 septembre que la poursuite du blocus de la bande de Ghaza ne ferait que condamner les habitants de l'enclave côtière à une pauvreté durable susceptible de profiter aux extrémistes. Intervenant devant le Conseil des Droits de l'homme, le secrétaire général de l'ONU a également imputé "les immenses souffrances humaines" des Ghazaouis "aux tirs aveugles de roquettes" sur Israël à partir de la bande de Ghaza et aux graves violations des libertés fondamentales. "J'exhorte

Israël à lever ses sévères restrictions afin d'alléger la situation désespérée dans laquelle se trouvent les civils", a-t-il dit en référence au blocus imposé par le gouvernement israélien.

"Maintenir une large et dense population dans une situation de pauvreté persistante n'est dans l'intérêt de personne si ce n'est des (groupes) les plus extrêmes de la région", a-t-il déclaré. Ban Ki-moon, dont les propos ont été repris par le Haut Commissaire aux droits de l'homme, Navi Pillay, devant les 47 membres du Conseil, a, en outre, exhorté le gouvernement israélien à respecter les droits des Palestiniens et le droit international. Elle a appelé l'Etat juif à soutenir les efforts visant à créer "un État palestinien indépendant, souverain, démocratique et viable " en paix avec Israël. Une solution durable au conflit dans la région passerait par la conclusion d'un accord qui mettrait fin à 45 ans d'occupation. Or, les discussions entre Israël et l'Autorité palestinienne en Cisjordanie autour d'un éventuel accord de paix sont au point mort, chaque partie accusant l'autre. Les Palestiniens considèrent notamment que les colonies israéliennes sont un obstacle majeur à toute discussion constructive. Navi Pillay a évoqué ce point lors de son intervention devant le Conseil: l'expansion des colonies "ainsi que la violence des colons israéliens à l'encontre des Palestiniens" sont une source de tension, a-t-elle dit, appelant les autorités israéliennes à relâcher les quelque 4000 prisonniers palestiniens détenus sans aucune forme de procès. Elle a cependant également critiqué les tirs de roquettes palestiniens. Le Hamas, de son côté, se défend de se livrer à des tirs de roquettes systématiques sur des villages israéliens et des villes situées à la frontière, déclarant qu'il s'agit uniquement de réponses sporadiques et isolées visant à se protéger. (3)

On le voit, Ban a fait le minimum syndical, il met sur le même plan l'occupant et l'occupé, les tirs de pétards - qui sont surtout des réactions d'orgueil sans lendemain - des Palestiniens à titre d'exemple ont une efficacité mille fois plus faible que celle des hélicoptères Apache ou des drones prédateurs. Mieux, il en appelle au bon cœur de l'occupant, n'appelant naturellement à aucune sanction, tout entier occupé par le dossier syrien.

Romney, Obama et la disparition du dossier palestinien

C'est un fait, le dossier palestinien ne fait plus vendre, il n'intéresse pas les Américains et le lobby pro-israélien veille au grain. " A entendre les deux discours prononcés par les deux candidats à l'élection présidentielle américaine du 6 novembre au cours de leurs conventions respectives, on peut faire le pronostic qu'en matière de processus de paix, si on peut encore oser cette expression, la lumière ne viendra pas avant longtemps de Washington. Personne n'est censé douter de l'attachement de l'un comme de l'autre à Israël, mais en moins de vingt mots pour l'un comme pour l'autre: Mitt Romney s'est montré le plus lapidaire: "President Obama has thrown allies like Israel under the bus".

Les intéressés devront s'en contenter. Barack Obama, qui a enregistré sur ce dossier l'un de ses revers les plus cuisants et qui a pris ses distances depuis deux ans avec ce casse-tête, n'est, cependant, pas allé jusqu'à oublier l'objectif de la paix: "Our commitment to Israel's security must not waver, and neither must our pursuit of peace". C'est également court. Bref, l'évitement est en vogue. Sans doute pour longtemps.(4)

Combien de capitales à Jérusalem?

Dans la bataille particulièrement âpre qui s'est engagée aux Etats-Unis entre Barack Obama et Mitt Romney, tous les coups comptent. Les atermoiements démocrates sur la référence à Jérusalem comme capitale d'Israël ont été mis à profit par le camp républicain pour mettre en cause la sincérité du lien à Israël, un sujet de très large consensus aux Etats-Unis. De quoi s'agit-il? Après avoir été initialement retirée, cette référence a été maladroitement réintroduite dans la plate-forme du Parti démocrate comme l'a raconté Corine Lesnes sur son blog.

Au final, le texte concernant Israël est le suivant: "President Obama and the Democratic Party maintain an unshakable commitment to Israel's security. « A strong and secure Israel is vital to the United States not simply because we share strategic interests, but also because we share common values.(...) President Obama will continue to press Arab states to reach out to Israel. "Jerusalem is and will remain the capital of Israel. The parties have agreed that Jerusalem is a matter for final status negotiations. It should remain an undivided city accessible to people of all faiths." " L'aile gauche démocrate a manifestement interprété ce

changement comme une insupportable concession aux pro-Israéliens. Malgré les protestations de nombreux délégués démocrates. Le programme de gouvernement du parti du président américain, a donc été modifié in-extremis mercredi dernier, au soir, afin d'y faire référence à Jérusalem, comme "capitale d'Israël". (5)

Pour l'histoire, lors de son déplacement en Israël, Mitt Romney a assuré les Israéliens à Jérusalem que cette dernière serait la capitale éternelle d'Israël.

Le dossier du nucléaire civil iranien

Le deuxième dossier important qui est lié aussi à la politique extérieure américaine, est le dossier iranien. Ni les printemps arabes, ni la débâcle financière européenne ne trouvent grâce aux yeux des candidats. Les dirigeants israéliens font le forcing pour définir une ligne rouge qu'ils veulent la plus coercitive possible en menaçant d'intervenir eux-mêmes.

Dans cet ordre, le président américain Barack Obama a décliné une demande israélienne de recevoir le Premier ministre Benjamin Netanyahu lors de sa prochaine visite aux Etats-Unis. Cette " rebuffade " survient au moment où Israël et les Etats-Unis affichent de plus en plus ouvertement leurs divergences sur le dossier nucléaire iranien. Washington, privilégiant à ce stade la voie diplomatique, a opposé, lundi 10 septembre, une fin de non-recevoir aux demandes répétées de M.Netanyahu d'imposer à l'Iran une "ligne rouge claire" pour l'empêcher de se doter de l'arme nucléaire. Les Etats-Unis ont prévenu Israël que fixer une "ligne rouge" ou une date butoir à l'Iran pour son programme nucléaire controversé ne serait "pas utile", Washington privilégiant la voie de la diplomatie et des sanctions contre Téhéran.

Quant au candidat républicain, il estime qu'un Iran nucléaire est "le plus grand danger auquel l'Amérique et le monde peuvent être confrontés". Le candidat républicain à la Maison-Blanche, Mitt Romney, a déclaré que le traitement du dossier iranien par Barack Obama était peut-être son "plus gros échec", tout en promettant une approche différente s'il est élu dimanche dans une interview à la chaîne NBC. Cependant, selon le journal anglais Sunday Times de dimanche, Israël réfléchirait à lancer une impulsion électromagnétique (IEM) sur l'Iran pour paralyser l'ensemble de ses réseaux de transport et de communications, et arrêter ainsi le développement de son programme nucléaire. (6)

Conclusion

Selon toute vraisemblance, Obama serait élu, s'il arrive à résister aux pièges de toute sorte. Il a eu des rapports très difficiles avec le Premier ministre israélien qui non seulement lui a tenu tête, mais de plus a fait fi de ses " recommandations ". L'idée de deux Etats côte à côte devient de plus en plus une vue de l'esprit. Les Palestiniens de Cisjordanie s'accommodant de leurs conditions avec un Premier ministre qui a les faveurs de l'Occident. Les Ghazouis, eux, savent ce que c'est que la misère morale et matérielle survivant en apnée, ils n'attendent rien de l'Occident.

Les élections palestiniennes sont prévues, on peut penser que si les Palestiniens votent mal, ils vont encore subir. Le " printemps arabe " s'est arrêté aux portes de la Cisjordanie et même la tentative des jeunes " facebookés " enjoignant leurs dirigeants de Gaza et de Ramallah, a fait long feu. Il faut espérer qu'Obama une fois réélu – s'il arrive à passer le cap de l'affaire de Benghazi, qui est du pain béni pour Mitt Romney-aura les coudées franches pour faire aboutir le dialogue avec l'Iran et pour ramener à la raison les Israéliens pour arriver à un Etat israélo-palestinien qui sera l'Etat de tous ses citoyens ramenant enfin la paix dans cette région du monde qui a vu l'avènement des religions révélées. Amen!

1.<http://israelpalestine.blog.lemonde.fr/2012/07/18/ariel-le-modele-dune-colonisation-israelienne-devenue-invisible/>

2.<http://israelpalestine.blog.lemonde.fr/2012/07/11/de-quoi-israel-en-cisjordanie-est-il-le-nom/>

3. <http://fr.news.yahoo.com/ban-souligne-limpact-humanitaire-du-blocus-gaza-163919279.html>

4.<http://israelpalestine.blog.lemonde.fr/2012/09/07/romney-obama-et-la-disparition-du-dossier-palestinien/>

5.<http://israelpalestine.blog.lemonde.fr/2012/09/06/combien-de-capitales-a-jerusalem/#xtor=AL-32280542>

6. Inutile de fixer "une ligne rouge" à l'Iran, dit Washington à Israël AFP | 10/09/2012

Professeur émérite Chems Eddine Chitour

Ecole Polytechnique enp-edu.dz

Publié le 13 septembre 2012 avec l'aimable autorisation de l'auteur

Source : Le blog de l'auteur

<http://commentjevoislemonde.blogs.nouvelobs.com/...>

Nations Unies

Devant des Nations Unies paralysées, les Etats-Unis reconnus complices de crimes contre l'humanité <http://www.lesoir.be/100020/article/debats/cartes-blanches/2012-10-16/devant-des-nations-unies-paralys%C3%A9es-etats-unis-reconnus-complices-crimes-contre>

C'est une sentence cinglante qui a été infligée aux Etats-Unis d'Amérique et aux Nations Unies par le Tribunal Russell sur la Palestine, à New York.

Analyse

Il ne s'agit pas d'un slogan extrême-gauchiste, mais bien d'une analyse fouillée de la manière dont les Etats-Unis, en paralysant les Nations Unies, assurent une sorte d'impunité à l'Etat d'Israël, pourtant reconnu maintes fois coupable de crimes contre l'humanité sur le peuple palestinien, par diverses instances des Nations Unies elles-mêmes.

Le Tribunal Russell sur la Palestine est un tribunal d'opinion, sur le modèle de celui institué par Bertrand Russell lui-même avec Jean-Paul Sartre à propos de la guerre du Vietnam. Il est composé de citoyens du monde connus pour leur engagement moral pour les droits humains et pour la justice et la paix (1). La quatrième session du TRP s'est tenue à New York les 6 et 7 octobre 2012.

L'impunité dont bénéficie Israël, cette « politique des deux poids deux mesures » qui révolte nombre d'Etats et de citoyens dans le monde entier, discrédite le système entier des Nations Unies, censé assurer la paix et la justice mondiale.

Une aide militaire colossale

Cette complicité n'étonne évidemment pas de la part des Etats-Unis, protecteurs de l'Etat d'Israël (en violation de ses propres lois) et surtout de l'industrie de l'armement qui transforme ce petit Etat en monstre surarmé et en puissance nucléaire au service des intérêts stratégiques américains au Proche-Orient. Les routes du pétrole sont proches. Et puis, il fallait au début contenir l'influence soviétique notamment dans l'Egypte de Nasser et ensuite la montée d'un islamisme contestant les dictatures arabes mises en place par les grandes puissances. Dictatures corrompues qui ont laissé dans la plus grande pauvreté des masses populaires ne trouvant plus que dans les structures religieuses l'aide nécessaire à leur survie. Le célèbre activiste américain Noam Chomsky a présenté au tribunal sa lecture incisive de l'histoire des relations israélo-américaines.

Une politique du nettoyage ethnique

Israël n'est pas le modèle démocratique que sa propagande veut laisser croire. C'est ce qu'a démontré devant le TRP l'historien israélien Ilan Pappé analysant l'impact du sionisme sur la société israélienne et qui a institué le judaïsme comme nationalisme ainsi qu'une mythologie présentant le Palestinien comme un agent étranger occupant une terre qui était celle des Juifs dans l'antiquité. Le Palestinien est présenté comme une menace démographique à supprimer par le nettoyage ethnique, comme un éternel responsable de ce qui lui arrive : il n'avait qu'à accepter de se laisser déposséder de ses terres, de sa culture ainsi que le prévoyaient les Nations Unies en créant l'Etat d'Israël. Le problème est que le nettoyage ethnique avait commencé avant la résolution des Nations Unies fixant les territoires respectifs des uns et des autres ! Et ce nettoyage ethnique, reconnu pourtant comme crime contre l'humanité, se poursuit depuis plus de 60 ans dans le silence assourdissant de la communauté internationale, paralysée par les véto successifs des Etats-Unis aux Nations Unies.

La paralysie des Nations Unies

C'est bien cela qui était au cœur des travaux du Tribunal Russell sur la Palestine. Les analyses juridiques très fouillées, les témoignages les plus poignants ont mené à cette tragique conclusion : la colossale aide économique et militaire des Etats-Unis à Israël lui permet de poursuivre sa politique d'occupation des terres palestiniennes, d'oppression, de discrimination, d'emprisonnement, de mort lente du peuple palestinien. La Cour Internationale de Justice a détaillé tout cela dans son avis sur le Mur, datant de 2004. Et cela n'a pas été suivi d'effet par les Nations Unies, à savoir par les gouvernements des Etats membres. La moindre tentative de s'opposer à ces crimes contre l'humanité est bloquée par un véto

étatsunien. De plus, ce pays menace les gouvernements et les agences des Nations Unies qui oseraient s'opposer à lui de restrictions d'aides et de budget. Cependant, les Nations Unies sont tenues d'assurer l'aide humanitaire, indispensable à la survie de millions de Palestiniens, réfugiés dans leurs « bantoustans » dont le plus grand est la Bande de Gaza, véritable prison à ciel ouvert. Elles paient ainsi le prix de l'occupation et de la colonisation illégale des terres palestiniennes sans mesures de rétorsion contre l'occupant. Cela fut aussi dénoncé au tribunal par un ancien commissaire des Nations Unies, Peter Hansen et par des juristes spécialisés dans le droit humanitaire et celui des réfugiés.

La révolte des citoyens du monde

Conclusion du Tribunal Russell sur la Palestine: devant cette paralysie des instances internationales, une mobilisation plus importante encore de l'opinion publique, des médias, des réseaux sociaux est indispensable, la campagne BDS (boycott, désinvestissement, sanction) en étant un exemple remarquable.

Un autre moyen de pression consiste à porter plainte contre ces violations des droits des Palestiniens devant les juridictions pénales nationales. Plus urgent encore serait une plainte du Conseil de sécurité devant la Cour Pénale Internationale ou l'acceptation par cette Cour d'une plainte du gouvernement palestinien qui a accepté sa compétence. Tout cela est juridiquement possible mais bloqué politiquement. Le TRP souligne donc qu'il faut impérativement réformer le fonctionnement du Conseil de sécurité pour supprimer le système de veto, foncièrement antidémocratique car symbole de la loi du plus fort. Ou alors, il faut que l'assemblée générale des Nations Unies décide d'élargir le nombre de membres de ce conseil dans l'espoir d'une démocratisation accrue. Cela correspondrait à l'évolution actuelle des rapports de forces : l'Empire US est vacillant, des pays puissants émergent, comme la Chine, l'Inde, le Brésil à côté de la Russie. Un monde multipolaire qui succède au bipolaire du temps de la guerre froide et à l'empire US en déclin actuellement. Les Nations Unies redeviendraient alors les protecteurs des peuples, ainsi qu'il est précisé dans sa Charte fondatrice et spécialement des plus faibles. Voilà pourquoi le problème palestinien est exemplaire : il représente un défi pour la démocratie mondiale telle que voulue par de plus en plus de citoyens du monde. Le défi de la justice et de la paix.

Gabrielle Lefèvre

Journaliste

(1) Les membres du jury de la session de New York : Michael Mansfield (avocat GB), Alice Walker (écrivaine US), John Dugard (juriste sur-africain et ancien rapporteur des N.U. sur les Droits de l'Homme dans les territoires palestiniens), Stéphane Hessel (ambassadeur de France et président honoraire du TRP), Dennis Banks (défenseur des droits des « natives » américains), Roger Waters (musicien US, cofondateur du groupe Pink Floyd), Mairead Corrigan Maguire (Irlande du Nord, Prix Nobel de la Paix), Angela Davis (activiste politique US, enseignante universitaire), Miguel Angel Estrella (pianiste argentin et ambassadeur à l'Unesco), Cynthia McKinney (ancienne membre du Congrès US et membre du Parti Vert), Ronald Kasrils (écrivain sud-africain, politicien et activiste). L'enregistrement des quatre sessions du Tribunal Russell sur la Palestine est visible sur le site

www.russelltribunalonpalestine.com

LE LEADER DE L'APARTHEID FAIT LA MORALE A L'ONU

Page d'origine : http://popular-resistance.blogspot.fr/2012_09_01_archive.html

Le Premier ministre de l'Apartheid Israélien a juste donné un cours à l'Assemblée Générale des Nations-Unies !

Il a passé la plus grande partie de son temps à harceler les gens présents comme s'ils étaient des écoliers au sujet de l'Iran. Il a même insulté leur intelligence en leur montrant un diagramme d'une "bombe" et en y traçant une ligne rouge dessus (oui ! littéralement avec un réel marqueur rouge). Il en est venu également à insulter 1.6 milliards de Musulmans et il a même eu le "culot" de déclarer qu'Israël aidait bien des gens autour du monde ! L'auditoire présent était moindre, numériquement et qualitativement, que ceux qui ont assisté au discours du président Iranien. **Netanyahu a ainsi complètement manqué d'anticiper les transformations de la réalité autour de lui et il a agi comme si l'Israël peut toujours diriger le spectacle et commencer des guerres que d'autres font pour lui.** Il n'a même pas dû être informé quant à la teneur du discours du Président égyptien. Le premier dirigeant démocratiquement élu de l'Egypte a reçu une acclamation significative quand il a dit que la communauté mondiale devait arrêter l'hypocrisie et la charade de l'injustice en commençant par le meilleur moyen d'en sortir : justice

pour la Palestine. Netanyahu a simplement rejeté le discours de Mahmoud Abbas avec juste une sentence : *"nous ne résoudrons pas notre conflit avec des discours diffamatoires à la tribune de l'ONU ou unilatérales d'indépendance"*. [Non, nous les résolvons via la poursuite de la colonisation]. Il a écarté tous les Palestiniens et leurs droits en exigeant leur reconnaissance d'un "état juif" ; alors on pourrait leur permettre un vague, mais "démilitarisé état".

Le très modéré et accommodant représentant de l' OLP : Mahmoud Abbas avait dit qu'il voulait gagner la légitimité jusqu'alors retardée pour un état palestinien à l'ONU et *"pas délégitimer Israël"*. Mais Israël a fait un très bon travail de délégitimation lui-même. Israël devrait en fait être expulsé des Nations-Unies parce qu'il n'a pas respecté ses engagements à exécuter des résolutions de l'ONU ou bien de se comporter comme une nation recherchant la paix. Il remplit aussi les conditions pour être assimilé à un état permettant l'apartheid selon la Convention internationale pertinente. Le discours guerrier et idiot de Netanyahu a simplement confirmé une conclusion évidente au sujet de cet état immoral : il est dirigé par des déments. Ainsi pour voir le bon côté des choses, l'enterrement de ce système d'apartheid viendra peut-être des mensonges racistes d'idiots comme Netanyahu.

L'absence de réactions chez beaucoup de dirigeants mondiaux et l'indignation de beaucoup d'autres à la "conférence" de Netanyahu nous donne un grand espoir pour l'avenir. Effectivement la mentalité raciste et les procédures arrogantes de cet homme et d'autres Sionistes pourraient être le meilleur accélérateur pour la fin de l'Israël permettant l'apartheid. "The jigmaybe up" [= la danse peut commencer] comme ils disent en anglais.

UE

Opposez-vous à la mise en œuvre d'un nouvel accord entre l'UE et Israël !

<http://act.eccpalestine.org/lobby/15/0/Belgium/true>

Le mois dernier, des organisations et des activistes de toute l'Europe ont joint leurs forces et ont entrepris des actions concertées afin de persuader les membres de la Commission du commerce international du Parlement européen de rejeter un nouvel accord commercial avec Israël. Ainsi, des milliers de citoyens ont signé des pétitions et écrit aux membres du Parlement européen. Le vote en Commission fut très serré : il aurait suffi qu'un des parlementaires vote contre l'accord et ce dernier aurait été rejeté.

Le vote en plénière aura lieu le 23 octobre. S'il est adopté, l'accord sur l'évaluation de la conformité et l'acceptation des produits industriels (ACAA) facilitera les échanges commerciaux entre l'UE et Israël en matière de produits industriels – les produits pharmaceutiques pour commencer. Il s'agirait d'un renforcement substantiel des relations entre l'UE et Israël qui s'inscrit dans le processus d'intégration d'Israël dans l'Union malgré les violations continues et répétées du droit international par Israël.

La Coordination européenne des comités et associations pour la Palestine (ECCP) demande aux citoyens de l'Union européenne de continuer leur mobilisation en faveur du respect des droits du peuple palestinien. Ecrivez à vos parlementaires : demandez-leur de voter contre ACAA. En utilisant notre outil en ligne, cela ne vous prendra que quelques minutes.

Autres actions possibles :

- Diffusez cet appel au sein de vos réseaux, sur vos sites web et via vos pages facebook et/ou comptes twitter
- Demandez à des associations, ONG et syndicats dont vous êtes membre ou auxquels vous êtes affilié d'écrire aux membres du Parlement européen
- Publiez des articles dans des journaux – sur papier ou en ligne

Pour les parlementaires francophones :

<http://act.eccpalestine.org/lobby/15/0/Belgium/true>

Pour les parlementaires néerlandophones:

<http://act.eccpalestine.org/lobby/14/0/Belgium/true>

Boycott

[Boycotter Israël : un devoir moral](#)

[David Cronin](#)

La quête de justice menée par les Palestiniens pour la justice et la liberté pourrait se résumer en un seul et joli mot : sumoud. La traduction communément admise en anglais est “steadfastness” (persévérance, indéfectible, en français) mais je ne suis pas sûr que le terme anglais rende bien l’état d’esprit qui a habité le peuple au cours de ces décennies de dépossession.

Alors que la situation en Palestine continue d’être intolérable, un certain nombre de signes récents attestent que la persévérance porte ses fruits. Cela n’a rien à voir avec les “leaders” tels que Mahmoud Abbas ou Salam Fayyad dont l’indulgence à l’égard de l’agression israélienne leur a valu les louanges de l’Occident. Non, les victoires ont été obtenues grâce à la campagne pour le boycott, le désinvestissement et les sanctions (BDS), lancée en 2005 contre Israël.

En mettant à l’index les entreprises qui apportent leur concours au non-respect des Droits de l’Homme, l’initiative lancée par des Palestiniens ordinaires a permis de rendre les plus voraces d’entre elles vulnérables face à l’indignation populaire. Ainsi, Veolia, le géant français du transport et des ‘services environnementaux’, a perdu de nombreux contrats à travers le monde en raison de son rôle dans la construction d’une ligne de tramway reliant entre elles deux colonies juives illégales situées à l’Est de Jérusalem. Agrexco, le principal exportateur de produits alimentaires, a déposé le bilan l’an dernier, en grande partie car des consommateurs européens avisés refusaient d’acheter les fruits et légumes que la firme commercialisait.

La campagne BDS est-elle sur le point d’inciter l’Union Européenne à passer à l’action ?

Eamon Gilmore, le Ministre Irlandais des Affaires Etrangères, a annoncé le souhait que soit considérée la question d’une possible interdiction des produits en provenance des colonies israéliennes de Cisjordanie lorsque l’Irlande prendra la présidence tournante de l’UE en 2013. Sa volonté affichée d’inscrire la question à l’ordre du jour est certes louable. Les produits en provenance de ces colonies – illégales au regard du droit international- auraient dû être interdits depuis longtemps.

Mais en refusant de considérer un boycott plus large d’Israël, Gilmore passe à côté de points importants (délibérément peut-être). Les tomates et autres avocats qui se verraient ainsi interdits si cette suggestion rencontrait un soutien large auprès des gouvernements de l’UE ne sauraient être accusés d’incitation aux crimes de guerre. Il est dès lors essentiel de cibler les entreprises et les hommes politiques responsables de l’oppression des Palestiniens – ou qui réalisent des profits sur le dos de cette oppression.

L’exemple des vins israéliens est très éloquent. Afin de dissimuler la manière dont le raisin qui a poussé sur les terres colonisées est fréquemment utilisé dans la production des différents vins, l’Institut Israélien pour l’Exportation (*Israeli Export Institute*) a opté pour une approche pour le moins originale de la géographie. La région de Shimson (ou Samson) a été établie entre les Monts de Jérusalem et la côte Méditerranéenne ; une partie se situe sur le territoire israélien reconnu officiellement au niveau international, une autre partie se trouve en Cisjordanie occupée. Comme cette région a été pensée dans le seul but de commercialiser du vin, il n’est pas difficile pour les vigneronnes de déclarer les fruits récoltés dans les colonies illégales comme provenant des vignes plantées en Israël. La meilleure chose à faire reste donc de refuser de consommer n’importe quel vin israélien. Des recherches menées par la coalition de femmes pour la paix (*Coalition of Women for Peace*, un groupe de militantes Israéliennes et Palestiniennes) ont démontré que l’industrie vinicole était intimement liée à l’occupation. De nombreux exportateurs Israéliens de vins sont ainsi impliqués dans la colonisation.

Ceux qui arguent qu’une interdiction complète des produits israéliens serait trop drastique seraient bien inspirés de lire le rapport publié par Al Haq, une organisation pour les Droits de l’Homme basée dans la ville de Ramallah en Cisjordanie. Le rapport établit que chaque fois qu’un Etat assiste un autre Etat ayant commis un acte illégal, il ‘adopte’ cet acte et devra à son tour en répondre. L’analyse d’Al Haq a été confirmée par d’éminents spécialistes de la question, dont John Dugard, ancien rapporteur spécial des Nations Unies pour les Droits de l’Homme en Palestine.

En 2004, la Cour Internationale de Justice a jugé illégal le mur de séparation érigé par Israël en Cisjordanie. L’arrêt a également mis l’accent sur le fait que d’autres gouvernements ne devaient pas apporter assistance à l’édification de ce mur.

La Commission Européenne a honteusement ignoré l’arrêt. Des entreprises qui ont fourni du matériel de surveillance –Elbit notamment- ont également bénéficié de substantiels crédits de recherche approuvés par la Commission. Certains gouvernements sont allés plus loin dans la reconnaissance : la firme d’armement conduit un programme de 1 milliard de Dollars afin de développer de nouveaux avions de guerre sans pilote pour le compte de l’armée britannique.

La lecture des rapports officiels émis par l'UE sur Israël a de quoi rendre perplexe. D'un côté les agissements d'Israël en Cisjordanie et à Gaza sont qualifiés d'aberration. De l'autre Israël est présenté comme un modèle de démocratie.

En réalité, il n'y a qu'un seul Etat d'Israël. Cet Etat discrimine aussi bien les Palestiniens qui composent un cinquième de la population israélienne que les Palestiniens vivant sous occupation. En Juillet, l'UE a offert de renforcer ses relations avec Israël dans environ 60 domaines. L'offre a été faite directement à AvigdorLiberman, le Ministre des Affaires Etrangères, dont le parti YisraelBeitenu a participé à une série de mesures racistes adoptées par la Knesset (parlement Israélien).

Deux semaines auparavant, José Manuel Barroso recevait un diplôme honorifique de la part de l'Université d'Haïfa. Un des fondateurs de cette institution, ArnonSofer, a participé à la conception du mur en Cisjordanie et a soutenu que les Israéliens devaient tuer les Palestiniens "toute la journée et tous les jours".

Au lieu de saisir l'occasion de condamner une incitation à la haine aussi flagrante, Barroso a mentionné la citation suivante de Nelson Mandela : "ce n'est qu'après avoir franchi une haute colline, que l'on se rend compte qu'il reste de nombreuses collines à franchir".

Si les personnes chargées de la rédaction des discours de Barroso s'étaient donné la peine de chercher un peu plus, ils auraient pu inclure le commentaire plus pertinent du même Mandela "notre liberté sera incomplète sans la liberté des Palestiniens".

L'université de Haïfa a interdit à des étudiants palestiniens le droit de manifester. Est-ce que Barroso a dénoncé cette liberté incomplète ? Non. Il était trop occupé à flatter ici et là.

Source : New Europe

Traduit de l'anglais par Mustapha Bahman pour Investig'Action

<http://michelcollon.info/Boycotter-Israel-un-devoir-moral.html>

Déclaration, courrier des lecteurs & témoignage

PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

Communiqué du Parti communiste français

UE: l'Union européenne renforce ses relations avec Israël contre les droits des palestiniens

L'Union européenne a décidé de renforcer ses relations avec Israël dans 60 domaines d'activité de coopération dont les transports, l'énergie, les douanes, la justice, la sécurité, les communications, le tourisme mais aussi Europol, l'Agence spatiale européenne... Il est consternant qu'une telle décision puisse être prise alors que la colonisation des territoires palestiniens continue de plus belle au mépris du droit international. Il est scandaleux qu'une telle "récompense" soit attribuée au gouvernement israélien alors même que celui-ci annonce vouloir raser 8 villages palestiniens dans le Sud de la Cisjordanie au motif qu'ils se situent dans une zone dont l'armée a besoin pour s'entraîner ! Comment les dirigeants de l'Union peuvent ainsi accepter l'inacceptable, tolérer cette arrogance des dirigeants israéliens et le mépris qu'ils affichent ouvertement pour les résolutions des Nations-Unies et tous les accords internationaux signés ?

Comment les autorités françaises peuvent approuver de tels actes sauf à se déconsidérer et à perdre beaucoup de crédibilité internationale ?

Le Parti communiste français condamne la décision de l'Union européenne. Il demande instamment à la France de prendre immédiatement les dispositions nécessaires pour empêcher cet intolérable déni de justice. La France doit au contraire agir pour que des sanctions soient appliquées contre Israël tant que ce pays continue la colonisation et persiste dans le viol du droit international et des accords signés notamment avec l'Union européenne.

Le PCF appellent le Gouvernement et le Président de la République à s'engager dans une toute autre politique concernant la question du conflit du Proche Orient. La reconnaissance de l'État de Palestine s'impose et les initiatives nécessaires doivent être prises pour l'admission de la Palestine comme État membre de l'ONU à part entière.

Jimmy Carter accuse la colonisation sauvage israélienne

JERUSALEM - L'ancien président américain Jimmy Carter, 88 ans, a déclaré lors d'une visite à Jérusalem que la perspective d'un accord de paix israélo-palestinien est plus qu'hypothétique, accusant la colonisation israélienne de la Cisjordanie de jouer en la faveur de la disparition du peuple palestinien. Jimmy Carter n'a jamais eu la langue dans sa poche, quitte à être accusé d'antisémitisme, l'ultime syncrétisme pour interdire toute critique du Gouvernement israélien. Cette critique de la politique israélienne est connue de longue date. Il a qualifié la situation actuelle des Palestiniens «catastrophique» et accusé Israël de favoriser l'isolement croissant de Jérusalem-Est de la Cisjordanie. Il a dit qu'un Etat palestinien ainsi émiété n'est plus « viable ».

« Nous avons atteint un stade de critique », a déclaré Jimmy Carter. « La solution à deux Etats est la seule voie réaliste pour la paix et la sécurité pour Israël et les Palestiniens. », a-t-il poursuivi.

Carter est actuellement en visite de deux jours à la tête d'une délégation connue sous le nom de « The Elders » (les anciens), qui comprend l'ancien premier ministre de la Norvège et de l'ancienne présidente d'Irlande. Le groupe a rencontré le président israélien Shimon Peres et le président palestinien Mahmoud Abbas mais boudé le va-t-en-guerre Benjamin Netanyahu, le Premier ministre israélien.

En tant que président américain, ne l'oublions pas, c'est Jimmy Carter qui avait négocié le traité de paix historique entre Israël et l'Egypte. Mais, depuis qu'il a quitté ses fonctions, il est devenu de plus en plus critique envers Israël. A juste titre d'ailleurs. Son livre de 2006, « Palestine: Peace Not Apartheid », avait déjà affirmé que la colonisation israélienne de la terre palestinienne était le principal obstacle à la paix au Moyen-Orient. Le livre avait suscité une vague d'indignation en Israël.

Le vieux, chantre de la paix, n'a pas changé d'un iota, face à la colonisation sauvage israélienne
L'Inde remet la Palestine à l'ordre du jour de l'ONU

Correspondance particulière, The Hindu (Inde) 27 septembre 2012 traduit de l'anglais par Djazaïri
L'Inde a mis en garde contre une mise à l'écart de la question palestinienne alors que la communauté mondiale se concentre sur d'autres points chauds dans la région. S'exprimant pendant la réunion du Conseil de Sécurité sur la situation en Asie Occidentale [appelée ici Moyen Orient, NdT], le ministre des affaires étrangères Ranjan Mathai a choisi de présenter le problème israélo-palestinien comme étant celui qui nécessitait une attention immédiate de la part aussi bien de la Ligue Arabe que de l'ONU.

« Cette question ne peut pas être ignorée alors que nous nous concentrons sur les développements récents dans la région. Il ne peut pas y avoir de paix durable en Asie occidentale sans un règlement juste et global sur la base de la réalisation du droit inaliénable du peuple palestinien à son propre Etat avec des frontières internationalement reconnues, vivant côte à côte, dans la paix et la sécurité avec Israël, » a-t-il dit lors de la réunion à New York.

« Nous exhortons donc le Conseil de Sécurité aussi bien que la Ligue Arabe à faciliter la reprise d'urgence du processus de paix au Moyen Orient [Asie occidentale], » a ajouté M. Mathai. Il a aussi salué le rôle de la Ligue Arabe pour résoudre la crise syrienne.

Mais l'Inde, a-t-il dit, rejette fermement toute intervention militaire.

Parlant des organisations régionales, il a déclaré que la coopération avec elles, en particulier avec la Ligue Arabe, devait éviter d'être sélective.

Il a ajouté que la coopération avec une organisation régionale ne devait pas se faire au détriment d'une autre.

« L'objectif d'une résolution pacifique des conflits devrait déterminer les actions du Conseil de Sécurité. Toutes les activités de l'ONU, y compris sa coopération avec des organisations régionales, devraient être en cohérence avec les dispositions de la Charte de l'ONU. Les deux types d'organisations [l'ONU et les organisations régionales] devraient se servir de tous les outils de la diplomatie pour aider les pays concernés à faire leur transition vers un système politique inclusif et participatif tout en maintenant la stabilité et la cohésion sociales, » a déclaré M. Mathai tout en soulignant que la particularité de chaque situation devait être gardée à l'esprit.

<http://mounadil.wordpress.com/>

http://www.alterinfo.net/L-Inde-remet-la-Palestine-a-l-ordre-du-jour-de-l-ONU_a81899.html

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

